

LES USA ET LE MONDE

UNITÉ COMMUNISTE DE LYON



SOMMAIRE

Les USA et le Monde p. 5

1. Les critères de la puissance: p.5

La naissance de la géopolitique. p. 5

2. La théorie du Heartland se base sur plusieurs postulats: p.6
3. L'autre côté de l'Atlantique, le nouveau géant. p.6
4. Pourtant, les USA ne purent pas éternellement rester en retrait. p.7

La nature de l'hostilité entre anglo-saxons et Russie p. 9

5. 1933 — 1940, double jeu: p.9
6. 1941-1945 ; Le front uni antifasciste: p.9
7. 1945: retournement rapide: p.10
8. L'URSS est finie, la Russie renaît. p.13

L'incertitude stratégique actuelle. p. 14

LES USA ET LE MONDE

La dialectique nous enseigne plusieurs choses importantes. Nous ne nous nourrissons pas d'idéalisme et de conceptions toutes faites, nous nous nourrissons de l'étude de la réalité.

Les lois de la physique élémentaire s'appliquent également aux constructions humaines. Rien n'existe de toute éternité, et tout est soumis à la loi de l'entropie, qui veut que tout système construit tende vers le chaos et le délitement. Les constructions humaines n'échappent pas non plus à la nature, et certaines choses grandissent, s'épanouissent, tandis que d'autres stagnent, s'étiolent et meurent. Au sein des relations internationales, ces principes s'appliquent, se doublant également de principes économiques.

Ainsi, les systèmes monopolistiques tendent systématiquement à stagner et à s'effondrer. Les impérialismes, dans la recherche du profit maximal, creusent leurs propres tombes. La politique des Etats capitalistes et impérialistes se nourrit d'antagonismes. Les alliances se font et se défont, les fronts communs se forment et éclatent, les hégémonies se succèdent. Du fait de la loi d'inégalité de développement en régime capitaliste, du fait de la baisse tendancielle du taux de profit et du caractère pourrissant des économies de monopoles, les cartes se rebattent régulièrement. Un exemple illustratif, l'Empire Français face à la Prusse puis au second Reich. Le premier a conquis de vastes espaces, surtout entre 1870 et 1914, ce qui assoit sa domination sur près de 200 millions de colonisés. C'est un empire aux ressources gigantesques.

A l'inverse, la Prusse puis l'Allemagne sont arrivés tard sur la scène internationale. Quelques places coloniales sont sous leur joug — l'une d'entre elle connaîtra d'ailleurs un génocide, où 80% des Héréros et Namas seront exterminés. Pourtant, la bourgeoisie française se prélassa, se gava de ce que Lénine nomme « la tonte des coupons », accumule des richesses considérables, mais forte de cette croyance en son invincibilité, n'investit que peu dans l'industrie, dans la recherche et le développement. Cela serait ponctionné sur ses bénéfices titanesques. La métropole est, et resta, jusqu'à la perte de l'Empire, fortement agricole. A l'inverse, de l'autre côté du Rhin, les capitaines d'industrie, aidés par les commandes de l'Etat, investissent dans des moyens de production modernes et efficaces ; innovent et rattrapent leurs voisins et rivaux.

La victoire de 1870 était déjà celle du chemin de fer, permettant de déployer les troupes. En 1914, l'Allemagne déploie plus d'artillerie, surtout lourde, que la France, lui permettant de foncer jusqu'aux portes de Paris. L'Empire français, finalement, engraisse une bourgeoisie obèse de profits, mais constitue un parasitisme pesant. Depuis la chute de Napoléon face à une Europe coalisée contre son projet d'asservissement du vieux continent, le Royaume-Uni et les Etats-Unis d'Amérique ont été les seuls Etat qui ont pu, et qui peuvent, prétendre au titre de puissance hégémonique.

Des concurrents ont surgi, l'Allemagne, le Japon militariste, ou d'une manière idéologique l'URSS et le camp socialiste. Pourtant, ces Etats n'ont pas réussi à remettre en cause cette primauté, cette hégémonie de ces puissances.

LES CRITÈRES DE LA PUISSANCE :

Ce qui caractérise ces puissances, et ce qui caractérise encore la suprématie militaire US, c'est, hormis les composantes économiques et diplomatiques, la possibilité, simple mais essentielle, de pouvoir projeter ses forces là où ils veulent, et de pouvoir ainsi intervenir directement dans les affaires d'autres Etats. C'est également cette possibilité qui leur permet de sécuriser leurs réseaux commerciaux, que cela soit les sites

d'extraction de matières premières ou le marché de la vente des produits manufacturés. De fait, ce sont ces moyens qui permettent d'assurer la domination — absolue ou relative — par rapport aux autres puissances. Les alliances, les réseaux d'ambassades, la diplomatie, tout cela apporte un « bonus », mais ne forme pas le socle de la puissance.

LA NAISSANCE DE LA GÉOPOLITIQUE.

Lorsque les empires coloniaux se sont construits, la plupart des métropoles n'avaient pas une compréhension particulièrement profonde ni théorisée de ce qui se déroulait. L'exemple typique est la colonisation française de l'Algérie, fait quasi-accidentel, mû par un phénomène d'auto-entraînement. Le colonisateur contrôle le rivage, mais est harcelé par la résistance qui s'appuie sur l'arrière pays, donc il conquiert celui-ci, mais le schéma se reproduit de proche en proche.

Au final il écrase dans le feu et le sang la résistance et conquiert tout l'espace jusqu'au désert. Pour l'Angleterre, il existe une compréhension confuse, mais faisant jour peu-à-peu, que le contrôle des mers est la clé de la suprématie. En effet, avec une flotte supérieure à celle de tous ses concurrents, il lui est possible de pouvoir débarquer un corps expéditionnaire partout où une menace pourrait apparaître et l'écraser. Rapidement, l'armée Anglaise s'est par ailleurs conformée à cette objectif, en adoptant un format réduit, mais constitué de troupes professionnelles surentraînées par rapport aux conscrits de l'époque. En prenant une appréciation relativement large de ce que peut signifier une intervention ou une invasion, seule une poignée d'Etats ont échappé à la présence de soldats portant l'Union Jack.

Une typologie des territoires n'ayant jamais connu la présence militaire britannique s'impose. Elle est brève ; les régions ayant été conquises par l'impérialisme français ou américain — En Afrique et dans le Pacifique — ; des micro-nations n'ayant pas forcément un intérêt particulier, et, dernier cas, des pays très éloignés de la mer. La raison est mécanique du fait de la méthode d'intervention. L'Amirauté britannique comprend que tant qu'un adversaire à ses centres névralgiques près des côtes, débarquer et l'annihiler reste possible. Mais quid d'une puissance continentale ? L'Empire Britannique, sans le théoriser au début, comprend intuitivement que cela poserait un problème.

A puissance militaire équivalente, l'Angleterre serait à la merci d'un débarquement, tandis que la puissance continentale serait protégée. Ceci est valable également pour les USA. Leurs centres industriels sont près des côtes, tandis que l'Oural n'est pas à la portée du premier venu. Vers la fin du XIX^e siècle, une puissance émerge qui correspond parfaitement à cette caractéristique : L'Empire Russe. Difficile de faire plus continental, plus loin des mers, plus difficile d'accès pour les dreadnoughts britanniques et les fusiliers-marins. Face à une menace qui est perçue comme un péril mortel, le traitement militaire ne pouvait plus se limiter à un aspect purement curatif, il devait être préventif. Les anglais vont donc théoriser, cette fois-ci, un doctrine visant à prévenir ce risque.

Rudyard Kipling, l'auteur du livre de la jungle, dans son roman Kim, apporta la célébrité à une expression qui passa à la postérité : le grand jeu. Le grand jeu évoque la rivalité entre l'Angleterre et l'Empire Russe dans cette région tumultueuse, entre Perse et Indes. La couronne d'Angleterre cherche à sécuriser son joyau, tandis que l'Empire Russe tente de faire une percée vers les mers chaudes, à travers la Perse, pour sortir de son enclavement. Entre 1813, lors de la chute de l'Empereur Napoléon I, et 1907, avec la mise en œuvre de la triple Entente, une guerre larvée se déroule dans la région. Pour éviter qu'une



Russie invulnérable ne devienne rivale sur les mers, Albion fracture la région en état-tampons, Tibet, Afghanistan, Balouchistan, qui doivent empêcher toute percée Russe. L'opération fonctionne d'autant mieux que le Japon, en 1904-1905 pulvérise la flotte du Tsar, éliminant durablement la menace. La Chine, à cette période, n'est pas un adversaire sérieux et n'est vue que comme un gâteau à se partager entre puissances. Ce n'est qu'en 1904 que commence à émerger une pensée géopolitique cohérente au sujet de la situation de l'Angleterre.

Elle a, paradoxalement, justifié un rapprochement avec l'Empire Russe, dans un jeu de maintien de l'équilibre des puissances, de peur que le Japon fut trop avantagé par sa victoire. Halford John Mackinder lance, à travers une série d'ouvrages, une théorie qui fit date, celle du *Heartland*.

LA THÉORIE DU HEARTLAND SE BASE SUR PLUSIEURS POSTULATS :

La lecture des cartes, surtout issues de la projection Mercator — la projection traditionnelle qui amène à voir le Groenland de la taille de l'Afrique — brouille la vue sur le Monde et induit en erreur les sens. La projection polaire est la seule qui permette de se saisir de l'ampleur du monde terrestre. Sur une Terre divisée en 10èmes, les océans en représentent 7/10èmes, le cœur en représente 2/10 et le reste du monde 1/10. Ce cœur est le seul véritable continent, le seul qui connaisse un phénomène d'inaccessibilité depuis la mer. Celui qui contrôle le Heartland contrôle le pivot mondial et contrôle un bastion inexpugnable. Autour du cœur se trouve une zone dite de cercle intérieur. C'est une région éminemment stratégique, dans la mesure où elle confine le cœur et permet d'influer sur lui. La titanique plaine qui s'étend — grossièrement — de l'Ukraine jusqu'à la Mongolie forme l'espace de manœuvre intérieur, qu'il est impératif de contrôler ou de neutraliser.

Selon ce théoricien: « *qui tient l'Europe orientale tient le heartland, qui tient le heartland domine l'île mondiale, qui domine l'île mondiale domine le monde.* »

Une Russie faible et vulnérable est idéale, mais une Allemagne, par exemple, qui conquerrait la Russie et l'assujettirait ne serait pas plus rassurante puisqu'elle prendrait sa place en tant que Némésis des britanniques. Un des grands adeptes de

cette théorie n'était nul autre que Winston Churchill, par ailleurs ancien premier lord de l'Amirauté, très au fait, donc, des questions géostratégiques. Lorsque la Révolution Russe éclata, il y a cent ans de cela, Churchill, tant par conception stratégique que par anticommunisme, constitua le fer de lance des interventionnistes et des réactionnaires.

Cependant, lorsque la menace hitlérienne s'est faite pressante, « Winnie » s'est fait l'avocat d'une coalition antihitlérienne, non par moralisme ou par amour de la liberté, mais par compréhension aigüe de ce que pouvait représenter Hitler si ses plans se réalisaient. L'Angleterre était, dès 1914, sur une lente pente de déclin, tant économique — le modèle colonial n'était pas un exemple de vitalité et de rendement — que militaire. Reliquat d'un monde ancien, le Royaume-Uni a glissé peu à peu dans l'ombre, perdant son hégémonie.

L'AUTRE CÔTÉ DE L'ATLANTIQUE, LE NOUVEAU GÉANT.

Les USA ne se sont pas lancées à la conquête d'un Monde vide, ils n'ont pas connu la course à la conquête par pans entiers du Monde. Au contraire, ils se sont heurtés à un Monde rempli, occupé par toutes les puissances coloniales. Leur avancée s'est faite de manière progressive, pas à pas, mais entraînant un tel poids, une telle masse avec eux, qu'elle en fut inarrestable. Les USA se sont, depuis leur indépendance, lancés à la conquête d'eux même. Le mélange de religion, d'idéalisme, d'optimisme les caractérise. Ainsi, placés entre deux océans, les américains ont considéré qu'il était leur destinée manifeste de l'occuper intégralement, de s'étendre, d'utiliser chacune des ressources que la Providence leur accordait. Rétif à tout engagement, les USA se sont construits autour d'une rupture avec l'Ancien Monde, ses guerres, ses manigances. L'un des paradoxes des USA est particulièrement bien illustré par Henry Kissinger (1923 —) dans *Diplomatie*, sorti en 1994.

Les USA veulent se tenir à l'écart des conflits du monde et commercer. Mais, ce voulant, ils sont amenés à s'intéresser au destin de leurs affaires, et donc à intervenir. Les USA, bien qu'étant, dès 1885, la première puissance économique mondiale, sont pourtant très en retard dans l'armée. Leur marine est, en 1880, du niveau de celle du Chili, leur armée de terre est celle de la Bulgarie. La pensée US se nourrit alors d'un idéalisme particulier. Un véritable mépris de la politique internationale de l'Europe existe. Il est le fruit du fait que les

Européens conçoivent leurs relations internationales dans une quête d'équilibre. L'Angleterre ne peut tolérer une Europe unie sous un seul drapeau ; la France ne peut tolérer une Allemagne forte ; l'Allemagne, une France envahissante.

Ainsi, dès qu'une force trop puissante, trop menaçante apparaît, les coalitions se forment pour maintenir l'équilibre. Première puissance économique, les USA ne veulent pas jouer, de leur propre dire, ce jeu mesquin, mais considèrent que c'est le commerce et la coopération économique qui ouvrent les vannes de la richesse. Ils se placent ainsi à la fois en retrait, en ne se mêlant pas de l'Europe, mais également au-dessus, en se proclamant insensibles à ces jeux et ouverts à commercer avec tous.

POURTANT, LES USA NE PUREMENT PAS ÉTERNELLEMENT RESTER EN RETRAIT.

Pour Kissinger, Théodore Roosevelt est le premier à avoir déformé la doctrine de l'isolement voulue par Monroe en 1821. Il lui donna un sens particulier, en justifiant les interventions. Cette notion de sphère d'influence apparaît chez les USA, laquelle justifie la construction d'une flotte et l'envoi de troupes en Amérique du Sud. Roosevelt met, sans le vouloir, les pieds dans la politique d'équilibre tant honnie : Il reconnaît au Japon ses droits sur la Corée et se réjouit de sa victoire sur l'Empire Russe, en 1904.

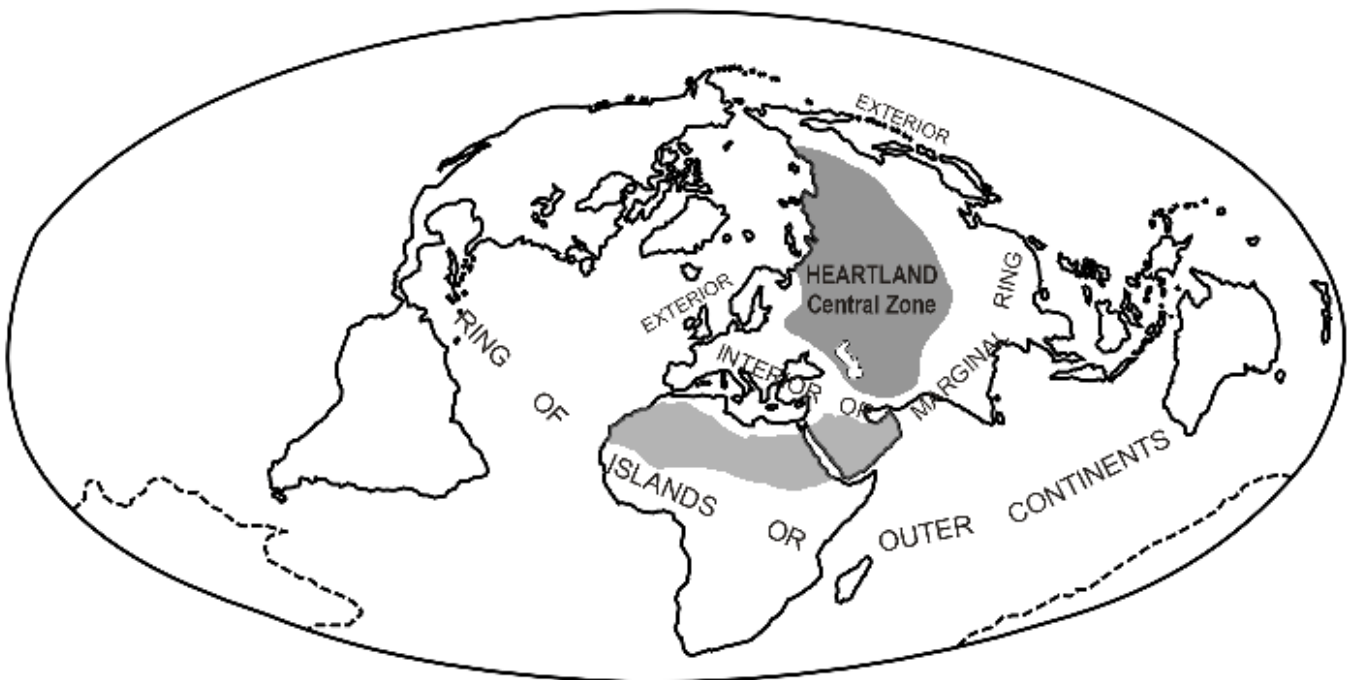
La raison se pioche dans les écrits d'un contemporain de celui-ci, l'amiral Mahan. L'Amiral Mahan, au début du XX^e siècle, fait autorité dans le domaine de la stratégie US. Chercheur, il tente de découvrir les causes de la puissance de l'Angleterre et de les analyser de manière matérialiste et critique ; par ailleurs, il est l'inventeur du concept, en 1902, de Moyen-Orient. De cette étude ressort l'ouvrage *The Influence of Sea Power upon History, 1660-1783* publié en 1890. Le livre pointe du doigt, de manière antérieure à Mackinder, la question de la puissance navale. Mahan la relie, en premier lieu, au commerce :

« La puissance maritime tient en premier lieu au commerce et celui-ci suit les routes les plus avantageuses ; la puissance militaire a toujours suivi le commerce pour l'aider à progresser et pour le protéger. »

Sa conclusion pose la nécessité de réseaux de bases permettant à la Navy de couvrir les voies de commerces, de les protéger et de garantir la sécurité et la liberté de commerce. D'une part d'un point de vue positif, sur l'utilité de cette flotte, mais sans en omettre le point de vue négatif, sur le risque terrible de la perte de la suprématie et de la défaite de la flotte. *« Une défaite écrasante ou une infériorité marquée en présence de la flotte ennemie équivalent l'une et l'autre à une dislocation complète de tout le système des colonies ou des zones d'influence, quel que soit le lieu de cette défaite. »* L'intervention dans la Première Guerre mondiale se justifie par ceci.

D'une part les U-boats menacent le commerce américain, ses lignes de communication, de l'autre la peur de la perte de l'Angleterre, sous les coups de l'Allemagne, entraîne une peur de la dislocation du système impérial anglais, et donc une intrusion d'impérialismes neufs. A aucun moment, les traités internationaux, méprisés par Roosevelt, les violations de frontières, ne rentrent en ligne de compte. Le successeur de Roosevelt, Woodrow Wilson, tente d'inverser la tendance : La création de la SDN, magnifique œuvre d'idéalisme béat, est sensée apporter une communauté mondiale, commerçante et joyeuse. Le congrès Américain, très isolationniste, refuse de ratifier la présence US dans cette instance, l'amputant de sa force première. Si la Première Guerre mondiale ne voit pas de remise en cause particulière de l'équilibre des puissances navales, l'Angleterre conservant globalement une supériorité importante, les années 30 et surtout la Seconde Guerre mondiale changent la donne.

Dans les années 30, les USA continuent à implanter et à renforcer leurs bases, dont la grande majorité dataient de la politique de la politique de la « porte ouverte », cette pression pacifique, mais ferme, de la part des USA pour commercer avec le monde entier : Corregidor aux Philippines ; Midway ; Pearl Harbor ; Guam. De son côté l'Angleterre est dans une phase de



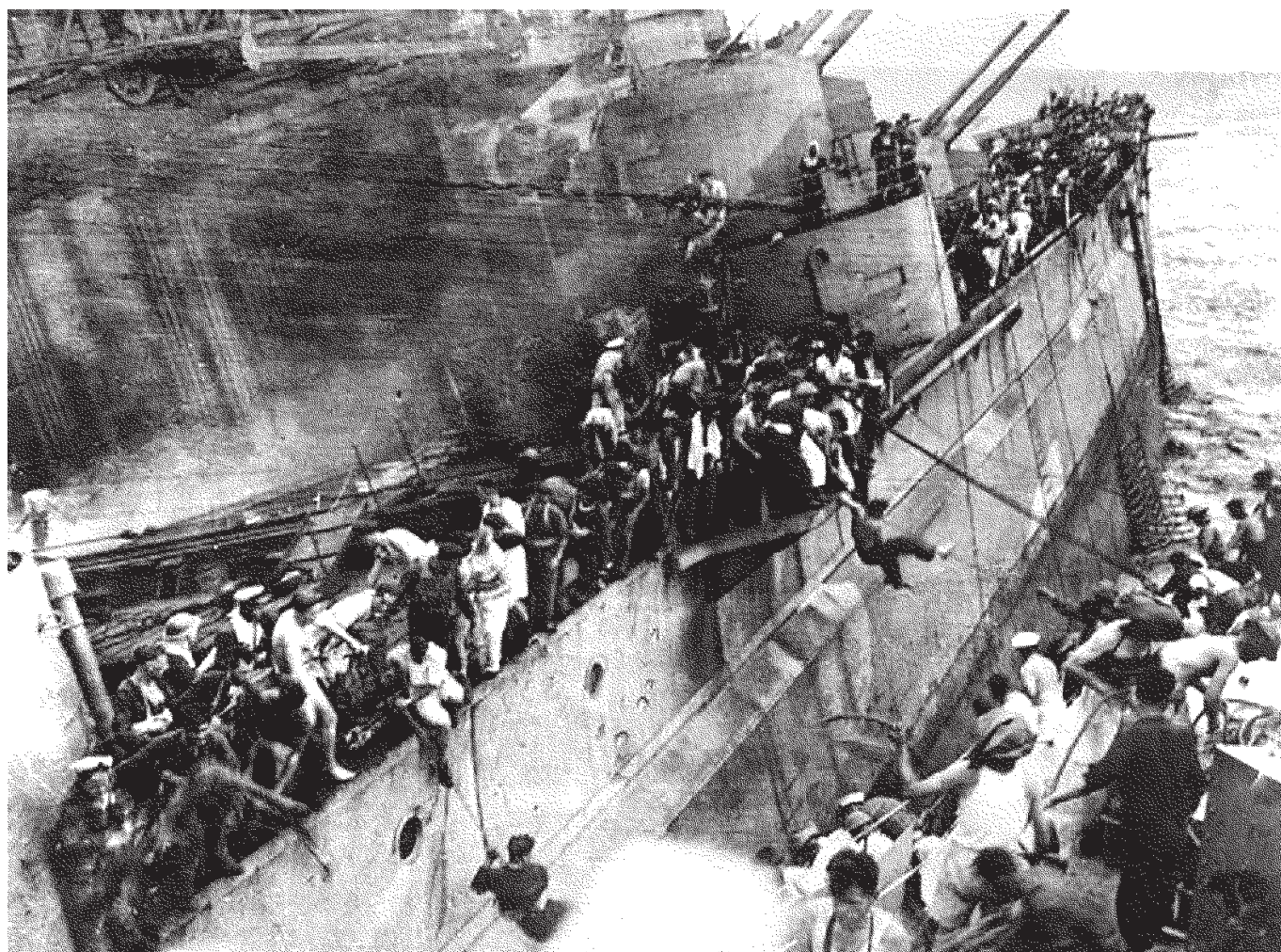
difficulté en terme de parité navale. Le traité de Washington, signé en 1922, impose une série de décisions contraignantes. Elle sanctionne aussi les rapports de forces internationaux de l'époque. Le Royaume-Uni, qui doit, pour assurer son hégémonie et protéger son empire, être maître sur toutes les mers, dispose d'une limite de construction de 580 450 tonnes. Les USA sont les seconds directs, avec 500 600 tonnes autorisées. Le Japon 300 000 environ, la France 220 000 et l'Italie 180 000. Même sans soutien politique à la construction navale, ce traité indiquait que les Etats-Unis seraient désormais au coude-à-coude avec l'Angleterre.

Ce traité ravalait les puissances Japonaises, Françaises et Italiennes au second rang en terme de marine de guerre. Le rapport de 5 : 5 : 3 fut très mal perçu au Japon, où il contribua à renforcer le sentiment ultranationaliste. Les cuirassés furent limités en déplacement à 35 000 tonnes anglaises (1016kg), obligeant les constructeurs, jusqu'en 1935, à faire nombre de concessions sur la forme du navire, sur ses caractéristiques, pour respecter ce traité. Il donna naissance à certaines curiosités marines, mais également à des avancées réelles techniquement parlant. Ainsi, les ballast anti-torpilles, l'utilisation massive de la soudure, l'amélioration des performances des moteurs... Une fois le traité considéré comme caduc, celles-ci purent être appliquées et donnèrent naissance à certains navires de guerre parmi les plus impressionnants : les Bismarck, les Yamato encore les Iowa, lesquels ne quittèrent définitivement le service actif qu'en 2011 après 68 ans de bons et loyaux services.

Pour l'Angleterre, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, la situation n'est pas tout à fait brillante. Les cuirassés Nelson sont de bien piètres machines de guerre, les Georges V, bien

supérieurs techniquement, ne sont pas opérationnels et ont subi une réduction de leur armement, ses croiseurs de bataille sont obsolètes et trop peu protégés pour faire face à la menace de l'aviation et des obus plongeants. De plus la pression japonaise se fait désormais sentir. Bien que alliés des anglais — qui les ont grandement aidés dans leur acquisition d'une flotte de cuirassés modernes, les Kongo — ils ambitionnent des buts diamétralement opposés : la constitution d'une sphère impériale au détriment des occidentaux. Leur rêve d'expansion vers le nord et l'ouest, entamé en Mandchourie, s'est embourbé en Chine et s'est brisé sur les chars de l'Armée Rouge en Mongolie. Telle est la situation du Japon : une impasse. La guerre en Chine s'éternise. Les conquêtes demandent des investissements faramineux pour être mis en valeur.

L'étau économique se resserre depuis que les USA ont mis en œuvre une politique de quotas ethniques, empêchant l'émigration. Lorgner vers le sud, en revanche, c'est un butin faramineux et, surtout, les pétroles indonésiens. Seulement cela signifie la guerre. En approchant ses pions, en prenant possession de l'Indochine, à la faveur de la défaite française de 1940, le Japon fait réagir le géant américain, qui gèle ses approvisionnements en pétrole. 2 ans de réserve normale, 6 mois de stock de guerre, le Japon lance les dés, la guerre l'emporte. Les 7 et 8 décembre 1941 sont les dates charnières. Initiateurs des opérations aéronavales, avec le torpillage de la flotte italienne à Tarente, les Anglais envoient pourtant, sans escorte aérienne, leurs deux navires les plus modernes, le Prince of Wales et le Repulse contre les débarquements japonais en Malaisie. Les deux capital-ships, ne comptant que sur leur propre DCA, sont coulés.



A ce sujet, Churchill déclara : « *De toute la guerre, je n'ai jamais reçu choc plus brutal. Toute l'horreur de la nouvelle m'apparut en pleine clarté. Il n'existait plus de navires de lignes britanniques ou américains dans l'océan Indien et le Pacifique, sauf les survivants de Pearl Harbor qui se hâtaient de rentrer en Californie. Le Japon régnait en maître absolu sur cette immense étendue marine et nous, nous étions faibles ou nus de partout.* »

Pour l'amirauté c'est une humiliation, pour le système colonial anglais c'est une gifle énorme. C'est un signe aussi, pour les peuples colonisés, de la vulnérabilité terrible des monstres d'aciers du colonisateur. La perte du porte-avion Hermès lors du raid japonais sur Ceylan sonne le glas de la puissance maritime anglaise dans le Pacifique. Même si elle reconstitue ses forces, son influence est désormais soumise à l'approbation du grand frère américain. Paradoxalement, les USA sortent grands de Pearl Harbor. Le « sens pratique américain » se met en œuvre pour compenser les pertes terribles — mais temporaires. Les pertes en cuirassés sont lourdes, mais la plupart des navires sont renfloués.

En n'envoyant pas la 3ème vague d'assaut, Nagumo épargne les ateliers de réparation, les stocks de carburant, en somme ce qui permet au port d'être utilisable. Plus de cuirassés ? Le porte-avion devient le capital-ship et le centre des dispositifs. Il prouve son efficacité lors des batailles de la Mer de Corail, de Midway et des suivantes. Les Japonais, malgré leurs coups de maîtres, ne le comprennent que tardivement et comptent sur leurs super-cuirassés pour remporter la victoire. La recherche d'une bataille d'anéantissement par cuirassés est logique, cohérente, mais périmée. Terrible erreur qu'ils paieront par leur défaite quasiment intégrale. Quasiment intégrale, car d'emblée, les conditions d'armistice sont adoucies pour éviter tout chaos. Une des priorités américaines consiste à sauvegarder l'orientation résolument anticommuniste du gouvernement. Le front antifasciste est mort, bienvenue dans la guerre froide.

L'issue est la suivante : Exit l'Angleterre et le Pacifique devient une mer américaine.

LA NATURE DE L'HOSTILITÉ ENTRE ANGLO-SAXONS ET RUSSIE

URSS : POLITIQUE OU GÉOPOLITIQUE ?

Il est délicat de déterminer ce qui est du ressort de l'opposition structurelle entre les USA ; l'Angleterre ; la Chine et la Russie et ce qui est, ou fut, du domaine idéologique. Les deux s'entremêlent, et, par ailleurs, entretiennent un lien dialectique. L'opposition est ancienne, ce que ce texte illustre. Sans la Révolution Russe, il est probable que des guerres auraient tout de même surgit entre la Russie et des agents servant, même de manière fortement indirecte, les intérêts des anglo-saxons. Sans émettre une certitude, cette probabilité reste tout de même le fruit d'une tendance lourde. La nature du heartland, le glacis continental, a joué un rôle indéniable dans la protection des révolutions, qu'elles furent russes ou chinoises. Adossés à des bases arrières imprenables, ayant derrière eux l'océan continental des steppes russes, de l'Oural, ou de la Mongolie Intérieure, les révolutionnaires ne pouvaient être balayés comme le furent les Hongrois, les Bulgares ou les Spartakistes.

Il est infiniment plus complexe d'encercler la Moscovie que de pouvoir isoler Paris, comme les Versaillais le firent, avec l'aide des prussiens. Les deux s'entremêlent, prennent le pas l'un sur l'autre, se conjuguent comme rentrent en dissonance. Entre 1917 et 1933 l'hostilité idéologique est à sa comble. Les

interventions militaires contre la révolution Russe se justifiaient par le fait de juguler la vague rouge, quitte à mettre de côté, à temporiser, certains conflits. C'est aussi la terreur de voir le heartland tomber entre les mains bolcheviks. Cela justifie tout : campagnes de presse diffamantes et mensongères, sabotages — le procès Vickers fit la lumière sur le sujet — soutien à des oppositions interne et externes à l'URSS — d'abord exilés blancs, puis opposition — de droite ou de gauche. Cela justifie aussi de lancer de terribles effets boomerang : soutenir le réarmement allemand ; laisser les Japonais conquérir la Mandchourie et tenter des escarmouches contre l'URSS.

1933 — 1940, DOUBLE JEU :

La question se pose de manière différente. La menace d'une guerre devient plus crédible, et des traités sont tentés avec l'URSS pour garantir la sécurité des intérêts — notamment français — en Europe orientale. Ces marchés sont des jeux de dupes, dans lesquels les français, puis les anglais, vont tout faire pour obtenir des garanties fermes de la part de l'URSS, sans jamais s'engager eux-mêmes à tenir leurs promesses. Un double jeu s'installe, dans lequel il s'agit de protéger ses propres intérêts tout en excitant la bête hitlérienne à s'en prendre à l'Union Soviétique honnie.

Les espoirs occidentaux ont été quelque peu déçus par le fait que l'Allemagne réussissent à les doubler là où ils pensaient être les plus fins : sur la diplomatie. Au lieu de vagues promesses, grandioses mais sans fondements, les Allemands offrent une seule chose : la paix. L'URSS accepte ce pacte, qui, soit-dit en passant, n'est ni plus ni moins qu'une offre similaire à celle qu'Anglais, Italiens, Français et Allemands ont pu signer, l'année précédente, sur le cadavre de la Tchecoslovaquie.

Si pendant la drôle de guerre les occidentaux — y compris l'Italie — fournissent du matériel (Curtiss p-36 ; Morane ; Fiat-G50) à la Finlande, en guerre contre l'URSS, ils ne s'engagent peu. Tout au plus le Maréchal Weygand imagine t'il un corps expéditionnaire frappant les soviétiques depuis la Scandinavie. La défaite de 1940 balaie tout.

Lors de la rencontre de Juillet 1940 entre Molotov et Hitler, il n'est pas évident de démontrer que l'Angleterre ait déjà entrepris des démarches de discussion vers l'URSS, il semble que Hitler ait entendu, dans les sarcasmes du Premier ministre soviétique [« si la guerre est gagnée, pourquoi sommes nous dans un bunker anti-aérien ? »], une voix qu'il confondit avec celle de l'Angleterre. D'après plusieurs historiens, c'est à cette date que Hitler arrête son idée d'attaque contre l'URSS.

Démarche ou non, l'Angleterre isolée avait rapidement adouci son attitude envers les soviétiques et les avertira même de l'imminence de l'attaque Allemande. Contrairement à une idée reçue, malgré le choc des premiers jours, les menaces étaient prises au sérieux, la plupart des unités étaient en alerte le 22 juin 1941. Pourtant, une méfiance régnait, en particulier contre les paroles de l'ambassade anglaise. Et pour cause, Churchill restait, dans les esprits, l'ennemi implacable du communisme.

1941-1945 ; LE FRONT UNI ANTIFASCISTE :

Lors des premières semaines de l'invasion soviétique, la nervosité des anglais fut à son comble. Si elle tombait, non seulement l'Angleterre serait nue face à une invasion, mais il serait impossible de déloger une Allemagne adossée à l'immensité des steppes. Cette contrainte a pris le pas sur l'hostilité des aristocrates et bourgeois anglais — Churchill en chef — contre l'URSS. Le IIIème Reich, si il avait atteint ses objectifs, contrôlerait le Rimland. Cette terreur ferait du Lebensraum une terre germanique jusqu'à la fin des temps.

1945: RETOURNEMENT RAPIDE:

Si l'Angleterre est devenue une puissance de second ordre, il est intéressant de voir qu'elle possède toujours la même vision stratégique durant et au sortir de la guerre. Vers les derniers mois de la guerre en Europe, Winston Churchill demande d'évaluer un projet d'opération. Unthinkable, impensable, est une projection sur l'éventualité d'une guerre entre l'URSS et les coalisés alliés. Si pour les peuples, l'heure était à la célébration de la victoire, à l'anéantissement du joug nazi-fasciste, déjà, des généraux et des stratèges traçaient leurs plans pour la guerre à venir.

Ironie de la chose, les nazis eux-mêmes en étaient pleinement conscients. Jusqu'à la fin, leur espoir était que la logique d'équilibre anglaise jouerait en leur faveur. Hostile à une Europe Germanique, l'Angleterre l'était effectivement tout autant à une Europe Rouge. Pourtant il était difficile de justifier un changement d'alliance, tout comme il fut douteux que les américains, à ce moment là, eurent cautionné un tel projet. Si Patton, MacArthur ou Montgomery n'y sont pas défavorables, les soldats n'auraient probablement pas apprécié de combattre aux côtés de SS réarmés. Une hantise absurde traversait l'esprit des anglais: le Japon impérial. Depuis les escarmouches douloureuses de Kalkin-Gol, en 1939, les Japonais sont restés très prudents vis-à-vis de leurs rapports avec les soviétiques.

De leur côté, les soviétiques respectent à la lettre les conventions de non-agression, internant même — cela ne signifie pas emprisonner — les équipages alliés tombés sur leur territoire. Il en fut de même pour les avions, en particulier les B-29 Superfortress, que les soviétiques copieront au quasi-identique, sous le nom de Tu-4 Bull [Désignation OTAN], et dont l'influence se fait sentir jusque dans les lignes du Tu-95 Bear. Cette hantise est celle d'un retournement d'alliance, dans lequel un Japon appuyé à l'URSS serait extrêmement difficile à vaincre. En effet, ravitaillé et réarmé, il serait douteux que les coalisés aient pu débarquer sans pertes abominables et combattre jusqu'à la victoire les forces nippono-soviétiques. Cette hypothèse n'a jamais connu le moindre degré de véracité. Cependant, elle a trouvé une certaine forme de réalisation lors de la proclamation de la République Populaire de Chine, réunissant l'ensemble du Heartland sous une seule bannière, jusqu'au reniement du léninisme par l'Union Soviétique, à la suite du XX^e congrès de l'URSS. L'analyse anglaise était basée sur ces postulats-ci, tandis que celle des américains s'est articulée autour de la pensée d'un nouveau doctrinaire: Nicholas Spykman. Nicholas Spykman, (1893-1943) est un journaliste et un universitaire américain. Spykman n'est pas, à proprement parler, un grand optimiste au niveau des relations internationales. Bien que marquée par l'idéalisme, sa conception des rapports entre les nations stipule qu'il est impossible de trouver une entente entre les différentes cultures.

En cela, il préfigure quelque part les théories de Samuel Huntington sur le choc des civilisations. Spykman s'inquiète de la sécurité des USA, et au moment où les USA sont hors de la guerre, il s'oppose aux isolationnistes de «USA first», en ciblant l'Allemagne nazie comme une menace, mais aussi en étant un partisan de juguler au plus vite le risque japonais. Ses conceptions, déjà influentes auprès des élites US, sont synthétisées dans *America's Strategy in World Politics*, publié en 1942, à une date où l'engagement américain dans la guerre ne fait plus l'ombre d'un doute.

Dans sa conception des choses, Nicholas Spykman voit, dans le risque d'un effondrement de l'URSS, une véritable menace pour les USA. Sa manière de comprendre la géopolitique, héritée de la théorie du heartland, considère que la productivité potentielle — surtout au niveau agricole — des étendues de la Russie a été surestimée. Il ne prend pas en compte l'aspect

uniquement «géométrique» des choses, mais émet l'opinion qu'il n'est pas possible pour le moment au pouvoir soviétique de s'affranchir des contraintes physiques pour mettre en valeur et développer des moyens de communication efficace sur l'ensemble de son territoire. En raison, l'échec de la Blitzkrieg, même avec le soutien de l'aviation, laisse supposer que les «courtes jambes» de Hitler sont révélatrices de la faillite de l'aviation pour compenser les froids sibériens, la boue, les mauvaises routes. Spykman en déduit que ce n'est donc pas forcément la possession du heartland en tant que tel qui créait une menace sur l'équilibre des puissances, mais la capacité de contrôler le rimland, lequel permettrait de s'appuyer, comme à un mur, sur l'invincibilité du heartland, lequel formerait une base arrière.

Dans son esprit, une URSS envahie par l'Allemagne nazie serait invincible. Spykman identifie trois acteurs qui sont les garants du heartland, l'Angleterre, les USA et la Chine nationaliste de Chang Kaï-Chek / Ji ng Jièshí. Spykman bénéficie de l'oreille attentive d'un puissant auditeur, en la personne de Franklin Delano Roosevelt, président des USA. Ses idées se fraient une place et trouvent une concrétisation dans le soutien de la part des USA à la Chine, par l'envoi de l'A.V.G. [American Volunteer Group] de Claire Lee Chennault, et par l'invitation du généralissime au Caire de novembre 1943. Décédé en 1943, la publication des écrits de Nicholas Spykman se fait donc de manière posthume. *The Geography of the Peace* anticipe la fin de la guerre et pose les fondements d'une nouvelle carte du Monde. Si Spykman est souvent vu comme le concepteur du containment et de l'endiguement, le véritable architecte de cette politique d'après guerre est George Frost Kennan. Spykman reste globalement dans une vision du Monde figée dans les années 30, et ne comprend pas que l'URSS devient la seconde puissance du Monde, tant par son potentiel militaire et industriel que par son influence idéologique, laquelle atteint son pinacle dans l'après-guerre.

George F. Kennan est un quelqu'un qui connaît l'Union Soviétique. Il a accompagné l'ambassadeur William Bullitt, ambassadeur américain en URSS entre 1933 et 1936, à plusieurs reprises. W. Bullitt, dont nous ne pouvons que conseiller à nos lecteurs de s'intéresser à cet individu fascinant à plus d'un titre, ayant vécu un vie digne d'un roman. Considéré comme un progressiste et un pro-socialiste par certains observateurs, il n'en a pas moins trainé dans son sillage l'homme qui a défini, par anticommunisme et par hostilité à l'URSS, la politique qui visa à encercler l'Union Soviétique, et qui justifia le soutien des USA aux colonialistes de France et d'Angleterre, à l'Espagne de Franco, au Portugal de Salazar. Dans son article *The sources of soviet conduct*, écrit sous X, Georges F. Kennan explique sa crainte de voir l'URSS de Joseph Staline déborder de ses frontières. Autant Spykman avait l'attention de Roosevelt, autant Harry Truman accorda la sienne à Kennan. Harry Truman et Marshall mettent en œuvre alors cette politique connue de tous les lycéens comme le premier acte de la Guerre Froide: la doctrine Truman.

Cette doxa prend acte du fait que «le vent d'est l'emporte sur le vent d'ouest» et qu'il est essentiel de faire barrage par tous les moyens à l'avancée des positions pro-soviétiques. La peur d'un «effet domino» motivait cette doctrine. Si un état connaissait une révolution, il pourrait devenir la base arrière d'un mouvement dans celui d'à côté, et ainsi de suite. La fusion entre les conceptions de Spykman et de Kennan s'est transcrite par plusieurs principes. Trois front sont identifiés comme autant de pivots essentiels. Front Européen, front du Moyen-Orient et front Pacifique. Chaque front est doté d'un système d'alliance ad hoc qui permet de verrouiller le secteur. Les USA sont la force hégémonique de ces alliances. Ces alliances n'ont aucun lien les unes avec les autres — , à de rares exceptions

comme l'Australie et la Turquie. Elles sont toutes intégralement dirigées par le suzerain américain. Par ailleurs, hormis l'OTAN, toutes les alliances sont clientes du complexe militaro-industriel US qui trouve là-bas de fantastiques débouchés.

- Ces différentes alliances furent l'OTAN fondé en 1949, gérant l'Europe.
- Le pacte de Bagdad, signé sans les USA en 1955, mais rejoint par eux en 1958, lequel rassemble le cordon sanitaire du Moyen-Orient.
- L'OTASE rassemblant les pays anticommunistes d'Asie du Sud Est, signé en 1954.
- L'ANZUS rassemblant l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les USA, signé en 1951.

Un Front Européen, qui doit permettre de stopper l'avance des blindés soviétiques à la sortie des deux espaces de manœuvres principaux: la plaine germano-polonaise et la plaine ukrainienne. Dans ces régions, les américains et les capitalistes en général vont agir de deux manières. D'une part en finançant largement tout ce qui peut s'opposer aux pro-soviétiques. L'extrême-droite tout comme l'opposition «de gauche» bénéficient d'appuis. Les uns pour leur anticommunisme viscéral, les autres parce qu'ils peuvent représenter un «vrai communisme pur» qui peut détourner les intellectuels et la jeunesse des organisations traditionnelles. L'arrivée au pouvoir de la clique révisionniste de Nikita Khrouchtchev et, par la suite, les interventions en Tchécoslovaquie, la ligne réformiste des Partis liés à Moscou, puis, pour finir, l'intervention en Afghanistan achèveront de décrédibiliser l'Union Soviétique. Le deuxième aspect est particulièrement intéressant: le Plan Marshall et le patronat vont manœuvrer d'une manière fort habile en subventionnant massivement l'économie, créant le phénomène des «trente glorieuses».

Cédant sur un grand nombre de points, en acceptant des compromis temporaires, les patrons et les patronnes ont ainsi attaqué un point essentiel de la doctrine marxiste: la tendance à la paupérisation relative et absolue. En portant à bout de bras, en s'endettant, en concédant, la bourgeoisie a permis de maintenir l'illusion du caractère progressiste du capitalisme, l'illusion de sa capacité à pouvoir faire «ruisseler la richesse» sur l'ensemble de la société. L'exemple typique est la ville de Berlin Ouest. Berlin-ouest est une enclave qui n'est absolument pas viable économiquement par elle-même. Elle est intégralement dépendante de la volonté des investisseurs. Pourtant, c'est une épine dans le pied du camp socialiste puis du camp social-impérialiste. Ce n'est pas un hasard si Staline et, également, Béria lors de son éphémère accession aux plus hautes fonctions, étaient d'avis d'abandonner — à terme — la partition Est-Ouest.

Les occidentaux, au contraire, ont vite compris l'opportunité de s'y maintenir. Les occidentaux jouent un coup de poker, ils provoquent les soviétiques avec l'unification, contrairement à la convention d'armistice, des zones d'occupation. Pour l'URSS, qui a perdu 24 millions de ses citoyens dans la guerre, tout ce qui touche à l'Allemagne est un pousse-au-crime. La réponse est pourtant mesurée. «*Si les occidentaux veulent entériner la partition, se disent les soviétiques, nous allons l'acter mieux qu'eux.*» Ainsi, le blocus de Berlin entre le 24 juin 1948 et le 12 mai 1949 est une mesure logique. Un Berlin Ouest indépendant doit se débrouiller seul, coupé du Monde. Le but n'est pas tellement de tenter de chasser les occidentaux, mais de répliquer à la provocation.

L'opération est un succès pour les occidentaux, lesquels ont réussi à ternir l'image des soviétiques et à leur faire subir une réprobation mondiale. Par la suite, Berlin fut la vitrine resplendissante de l'occident, du capitalisme. Les grands magasins

comme KaDeWe font miroiter aux berlinois de l'est la richesse du capitalisme. Or, dans la stupide concurrence pacifique voulue par Nikita Khrouchtchev, l'occident peut se permettre des dettes gigantesques, ou de pressurer ailleurs. Pas l'Est. Cette démonstration de force va avoir plusieurs effets: d'une part elle va impacter l'idéologie d'organisations comme le PCF, qui énoncent donc le fait que le capitalisme n'entraîne pas mécaniquement la misère, et qu'il est possible de le dépasser en se contentant de nationaliser les entreprises et de «pousser au bout» la logique. Cela mène aux positions qui nient la dictature du patronat, qui nient la nécessité de la socialisation des moyens de production, et qui, rompant avec la doctrine communiste, mettent en avant la révolution de la classe moyenne et le salaire socialisé.

La victoire fut sans faille pour l'occident, aidé par le révisionnisme. Au sud, un autre front passe le long de la frontière sud de l'URSS, autour du pacte de Bagdad comme réseau d'alliance. Durant la guerre froide, il fut l'un des plus confus et des plus évolutifs. Poursuite directe de la politique du grand jeu faite par l'Angleterre au XIX^e, ce front s'est traduit par la lutte de la part de l'occident contre le nationalisme arabe, par le soutien aux dictatures réactionnaires comme le Shah d'Iran, aux régimes et mouvements antisoviétiques. L'exemple même serait la guerre d'Afghanistan, poursuivie dans la même configuration qu'au XIX^e siècle et dont l'invasion américaine en 2001 constitue un prolongement. Le front Pacifique s'est constitué autour de deux zones de conflit particulièrement illustratives de la guerre froide. Le conflit Coréen, dans lequel les troupes occidentales, sous le mandant d'une ONU boycottée par l'URSS, ont mis tout leur poids pour stopper la réunification de la péninsule Coréenne, quitte à assassiner des leaders partisans de la réunion, tels que Kim Ku.

L'inquiétude était particulièrement grande d'une chute du Japon du côté soviétique. Avant même la fin de la Seconde Guerre mondiale, des accords informels et formels furent passés entre les deux anciens ennemis pour la question de l'avenir. Malgré sa participation à l'écrasement de l'armée impériale en Mandchourie, l'URSS fut exclue des débats et traitée, selon les mots de son délégué, Kouzma Derevianko, comme un «pot de fleur.» L'occupation du nord du Japon est par ailleurs retirée par Truman lui-même. Mac Arthur en personne, général en chef des forces armées alliées dans le secteur, prendra des initiatives pour s'assurer que, malgré la capitulation des forces japonaises, l'ordre impérial soit respecté. Il prit sur lui-même la responsabilité de garantir également la sécurité et l'impunité des chercheurs en armes expérimentales japonaises, la sinistre unité 731, responsable de bien des crimes.

Le Japon, la Corée du Sud et les autres Etats de la zone tampon protégeant le Pacifique ont vu arriver des sommes colossales en dollars américains pour financer tout ce que ces pays comptaient comme groupes anticommunistes. Fait notoire, de nombreuses sectes, comme Moon, seront subventionnées avec abondance. Bien que ce fait soit occulté par l'historiographie occidentale, les USA ont délibérément saboté toute réunification de la Corée, tout comme avec l'Allemagne ou le Viet-Nam. Alors que les troupes soviétiques, arrivées à la date convenue par le traité de partition, se sont retirées, les USA sont restés. La position du Parti du Travail de Corée, alors dirigé par le héros de la guerre de libération, Kim Il-Sung, était rationnelle: Un accord pour des élections sur l'ensemble du territoire, amenant à la création d'un gouvernement unifié, mais à une condition.

Celle-ci étant que les organisations et partis qui avaient collaboré avec l'occupant japonais soient interdits et exclus de la campagne. La demande pouvait paraître légitime. Imaginerait-on le PPF de Doriot, ou Laval lui-même, se présenter aux élections en 1945? Pour les coréens du Nord, au final les

seuls à ne pas subir le diktat d'une occupation, c'est un casus belli intolérable, d'autant que la situation entre les deux cotés de la ligne de démarcation ressemble nettement à une guerre non déclarée. En tentant un coup de force pour réunifier le pays, les Nord-Coréens ne font que clarifier une situation déjà conflictuelle. Les raisons profondes qui ont motivé Kim Il Sung à lancer cette opération restent nébuleuses, mais nous pouvons déterminer certaines grandes lignes.

Premièrement, les coréens ont eu la démonstration de la fourberie des occidentaux quant à la question des zones d'occupation en Allemagne. Ils ne doutent pas un seul instant que les américains vont tenter d'opérer d'une manière similaire vis-à-vis du pays du matin calme. Le temps joue alors contre eux. Plus il s'écoule, plus la mainmise US sur le sud de la péninsule sera importante et plus il sera difficile de les chasser. Deuxièmement, les escarmouches que subissent les forces dirigées par le Parti du Travail de Corée sont insupportables à la longue. Elles rentrent dans un jeu de provocation dans lequel les USA et les ex-agents de la colonisation seront gagnants. Cette guerre qui ne dit pas son nom ne menace pas l'intégrité US, mais peut disloquer et décrédibiliser le régime du Nord. Au final, une intervention militaire « coup de balais » se justifiait pleinement. Elle démarra par de grands succès, les américains ne parvenant qu'à s'accrocher in extremis au sud de la Péninsule. L'Occident met alors les forces en branle pour stopper la réunification de la péninsule, qui serait, selon la doctrine Truman, l'antichambre de la chute du Japon. Le mépris de la vie humaine, typiquement colonial, avec lequel les forces sous mandat de l'ONU se sont comportées, rasant les villages, empoisonnant et contaminant la population, était révélateur d'une volonté de briser la résistance populaire, nullement de « protéger le pays ».

À la suite de la proclamation de la République Populaire de Chine et de la chute de la colonie française d'Indochine, une fébrilité s'est emparée du camp capitaliste. La guerre du Viêt-Nam poursuit la logique défensive mise en œuvre par Washington. La grande peur est la suivante : L'Indonésie tombe ; à sa suite les Philippines rejoignent l'orbite de Moscou. Par la suite, c'est l'Australie qui est menacée, mais également le front sud du Japon. Il est essentiel de marquer un coup d'arrêt net. Au Philippines, en Indonésie, mais également en Malaisie et à Taiwan, cela s'est traduit par d'infâmes massacres de militants communistes, par l'instauration de régimes dictatoriaux. Pour le cas du Viêt-Nam, la situation est nettement plus épineuse. D'une part, une interface directe existe avec la Chine, ce qui facilite le transfert d'infrastructures dans une zone protégée, mais également les régions où passent les voies de communications de la guérilla sont inaccessibles aux ennemis ou trop variables pour être coupées. Ainsi, malgré une pluie de bombes supérieure à ce que l'Allemagne eût pu recevoir pendant la Seconde Guerre mondiale, impossible de faire plier le Vietminh. Pourtant, à la base, les USA ne souhaitaient pas s'engager dans le conflit plus en avant et, surtout, ne pas engager de troupes au sol. Ce n'est que sous l'impulsion de certains conseillers que cet engrenage infernal s'est mis en œuvre. La dictature Sud-Vietnamienne s'étant avérée au-dessous de tout, en terme de capacité d'opposition, il fallait tout l'appui des USA pour colmater les brèches. Et encore, cela ne suffit pas. Un nouvel idéologue devient l'étoile montante de la pensée géopolitique US : Zbigniew Brzezinski. Brzezinski est un fils d'émigré polonais, particulièrement marqué par une hostilité viscérale à la Russie et l'URSS. Avec Kissinger, il formèrent un duo de choc. L'ouvrage phare de Brzezinski est « Le grand Échiquier », sorti en 1976, dans lequel le conseiller du président Carter revient, sans occulter quoique ce soit, sur la ligne qu'il a impulsé auprès de l'État US.

Un des grands avantages de cet auteur est bien celui-ci :

il n'essaie pas de discerner les grands traits de la politique américaine, il explique ce qu'il a mis en œuvre. Ses héritiers politiques sont restés influents, notamment Madeleine Albright, éminence grise de Bill Clinton. Un brin cynique, sa position n'en est, pour autant, pas moins logique et cohérente. Lorsque, en 1996, il publie son œuvre la plus connue, celle-ci est un bilan postérieur à une guerre qu'il juge, dans la plus grande mesure, avoir gagnée. Il est l'apôtre du rollback du refoulement. Il ne s'agit plus de contenir les soviétiques le long du rimland, il s'agit de les refouler jusque dans les steppes. Brzezinski reste très influent. Il est de ceux qui maintiennent qu'il est essentiel de soutenir Israël, de soutenir la création d'une Union Européenne sans défense collective, d'une Corée du Sud dictatoriale. Il théorise une vision eschatologique des relations géopolitiques, déclarant que les USA seront la dernière puissance hégémonique du Monde. Pour lui, l'histoire, récente, des USA, le fait qu'elle soit un creuset des civilisations, lui permet de proposer une hégémonie au-delà des nations, universelle.

La Chine, la Russie, l'Angleterre, l'Allemagne, la France ne sont en mesure de proposer que des formes nationalistes ou teintées culturellement. Les USA peuvent tout proposer et tout absorber. L'idéalisme de cette pensée n'enlève rien à son caractère fascinant. Après le Vietnam, les USA sont au creux de la vague. L'affaiblissement est palpable. Pourtant, Kissinger et Brzezinski vont œuvrer sans relâche pour attaquer l'URSS et l'affaiblir. Un mot — tabou à l'époque — revient en vogue : géopolitique. Si ce terme nous apparaît, aujourd'hui, bien anodin, il n'en est rien dans l'esprit des contemporains.

Ce terme renvoyait directement aux penseurs du Lebensraum nazi. Ce terme revint sous forme d'accusation : « l'URSS fait de la géopolitique avec les pays nouvellement décolonisés. » Sous entendu, elle se sert de ces États comme d'un marchepied pour ses propres intérêts et sa sphère d'influence. Kissinger est un apôtre de la diplomatie, il est — nul ne peut le lui retirer cela — un maître dans ce domaine. Dès la présidence de Nixon, il joue un coup de poker particulièrement fascinant et retord. Depuis 1963, les relations Sino-soviétiques sont au plus bas. Des escarmouches frontalières ont lieu régulièrement.

Le Président Mao, Enver Hoxha, inondent le monde d'articles dénonçant le social-impérialisme de l'Union Soviétique. Les faucons US sont très mal vus dans ces pays, pourtant Henry Kissinger flaire qu'il est possible de pouvoir s'immiscer dans la brouille Sino-soviétique pour le profit des USA. L'USA est un grand démon pour les Chinois. Un grand démon, mais un démon lointain. L'URSS est un démon moindre, mais un démon proche, menaçant, avec des ramifications jusqu'au cœur de l'appareil d'État Chinois, de son armée, à travers le « parti soviétique. » L'affaire Lin Biao le montra, la Chine se méfie de son « mauvais ami ». Zhou Enlai et Mao Zedong sont pragmatiques de ce point de vue. N'ont-ils pas joué des parties de billard à multiples bandes lors de la guerre civile ? Sortir de l'isolement avec les USA, c'est courir un risque. Mais c'est aussi se donner de l'air. C'est également acter que, d'un point de vue menace, l'URSS est équivalente aux USA. Le pas est sauté, après une diplomatie du ping-pong, Nixon rencontre Mao en 1972.

Jusqu'aux années 1980, les USA restent pourtant sur le banc de touche, en recul, en repli. Leur économie est morose. La guerre du Viêt-Nam a coûté cher. Le choc pétrolier a cassé la croissance, et le dollar flottant inspire moins confiance. La Révolution Islamique d'Iran, en 1979, contribue à un climat de morosité générale. L'intervention soviétique en Afghanistan gêne considérablement. Mais rien de sérieux n'est entrepris. La campagne de 1980 est marquée par l'irruption de Ronald Reagan comme nouvelle tête de file des Républicains. Ancien acteur, le candidat vend un programme digne d'un film d'action : *America is back*. Les USA sont de retour. Reagan n'est pas un génie de la politique, ni un tacticien hors pair. Cependant,

il dispose de certaines qualités : il sait écouter, il sait s'entourer. Il est audacieux, qualité qui fait souvent défaut aux grands intellectuels. Tout comme Kennedy contre Khrouchtchev, c'est le retour du joueur de poker contre le joueur d'échec.

Reagan joue de mise en scène, en négociant avec l'Iran pour que la libération des otages retenus à l'ambassade US de Téhéran ait lieu après son élection. Il gagne ainsi une image d'homme d'action. Il dispose également de cartes en mains très importantes : l'affaire *Farewell* lui permet de connaître l'URSS mieux qu'elle même ne se connaît. La défection de l'agent du KGB est une histoire digne d'un roman d'espionnage. Vladimir Vetrov, dit *Farewell*, a ainsi trahit l'URSS pour rejoindre la DST française. Vetrov était, à partir de 1965, un des responsables du recrutement d'agents pour le compte de l'URSS, notamment dans les tâches d'acquisition de matériel interdit à l'export. Repéré par la DST, celle-ci rentre en contact avec lui à l'occasion d'un accident de voiture. Plutôt que de courir le risque d'être sanctionné pour négligence, Vetrov contracte une dette vers le service. Déçu de l'évolution de sa carrière, renvoyé en URSS en 1970 après un bref séjour au Canada, Vetrov gère administrativement les renseignements provenant de toutes les sources occidentales. Il possède la haute main sur la liste de l'intégralité des agents occidentaux travaillant pour le KGB. Entré en contact avec la DST, Vetrov fournit, en 1980, la liste des agents soviétiques.

En 1981, l'élection de François Mitterrand à la présidentielle inquiéta beaucoup les américains. Dans le but de les rassurer sur sa franche adhésion au camp occidental, le président de la République met personnellement au courant son homologue US. Les services secrets des deux Etats se mettent en relation pour traire le maximum d'informations de Vetrov. Les 2997 pages de documents fournis par l'espion informent de nombreuses choses : l'URSS est en panne. Economiquement parlant, la situation est critique. La politique de liquidation de Nikita Khrouchtchev a porté ses fruits toxiques, la stagnation brejnévienne et le contre-choc pétrolier font que l'URSS est en récession. Scientifiquement, elle est au point mort également. L'URSS dépend presque intégralement de son réseau d'espionnage pour compenser son retard. Le domaine de l'électronique, principalement, est cruellement arriéré. En 1980, les soviétiques utilisent encore des lampes à vide, là où le transistor permet la miniaturisation. Prenant connaissance de ces documents, Reagan en tire les conclusions suivantes : L'URSS n'est pas immortelle, et peut se désagréger si elle est soumise à des coups de butoir assez importants. Lancée dans une course aux armements, elle peut s'essouffler et tomber. Les agents soviétiques sont expulsés. La France grilla d'ailleurs Vetrov, qui purgeait d'ailleurs une peine pour meurtre, en montrant le document d'origine listant les agents. Quant à Reagan, il liquida la protection sociale, endetta l'économie US pour financer son projet pharaonique de « guerre des étoiles. » Cette remise en cause de l'équilibre de la terre, par la capacité prétendue de ce système à détruire les missiles stratégiques, obligea les soviétiques à répliquer, s'endettant cruellement. Reagan finança et équipa tous les opposants à l'URSS, des Talibans aux Contras, en passant par l'opposition interne en URSS, déclenchant par ailleurs une série de scandales. Cependant la politique porta ses fruits. A la fin des années 80, l'URSS est K.O. debout. Minée par ses contradictions internes, épuisée, terrassée par l'éveil du nationalisme, l'URSS n'a plus les moyens de sa politique, ni de ses ambitions. La Glastnost et la Perestroïka essaient de réamorcer une pompe économique, par la libéralisation, corrodée par des années de pourrissement révisionniste. En relâchant quelque peu la pression, Gorbatchev fait tout sauter. La déferlante est instoppable. L'URSS se meurt, son camp s'effondre. Sa mort est brusque et violente. Le traitement de choc libéral entraîne un plongeon terrible, dans une misère noire. La violence

des affrontements entre nostalgiques de l'URSS et partisans du libéralisme culmine en 1993 avec le massacre des opposants.

L'URSS EST FINIE, LA RUSSIE RENAÎT.

Dans l'esprit de beaucoup d'observateurs étrangers, la chute de l'Union Soviétique sonne le glas de l'opposition Russie – USA. Le fou rire de Boris Ielstine et de Bill Clinton illustre parfaitement cette ère nouvelle, de paix et de prospérité. Dans les médias, la chanson, le cinéma, le russe était le nouvel ami, que l'occident devait aider pour faire face aux maux qu'étaient la nostalgie soviétique et la mafia. Pourtant, dès que possible, l'occident a occupé toutes les positions avantageuses qui lui était possible de prendre, pour resserrer l'étau de fer autour de la Fédération de Russie.

Des élites spécialement formées dans les écoles américaines ont été parachutées dans les nouvelles républiques, pour apprendre l'art du libéralisme naissant, mais également pour pousser à un alignement sur des positions anti-russes virulentes. Exemple typique, la montée très brusque de l'extrême droite Balte, sur un fond de nostalgie fasciste et de xénophobie. Dire que l'occident a contribué aux troubles du Caucase, région pétrolière et pivot stratégique, est une évidence. Les rebelles tchéchènes ont bénéficié d'un soutien particulièrement fort de la part de l'occident et des intellectuels, à l'exception d'une frange de l'extrême-droite, de nostalgiques de l'URSS métamorphosés en campistes et – fait intéressant – de l'écrivain Bernard Werber, qui par ailleurs fait un tableau très glorifiant de l'armée russe, car très lu en Russie et soucieux de ménager sa clientèle. Dans ce cadre là, l'accession au pouvoir de Vladimir Poutine, pourtant dauphin de Elstine, a fait franchir les sourcils à plus d'un occidental. En 1999, il est élu, et depuis réélu en suivant une permutation régulière avec son âme damnée, Medvedev, sur un programme qui tranche avec la mollesse et la faiblesse de son prédécesseur. Le retour de la Russie comme une grande puissance géopolitique ; la mise au pas du pays ; la revanche face à l'humiliation. Le programme libéral-conservateur de *Russie Unie* s'est articulée autour de ces points. Pour rallier une population dont le niveau de vie s'est effondré, il s'est maquillé de la gloire de l'armée rouge et de l'URSS, allant jusqu'à flatter Staline. Pour satisfaire ceux qui ont été les perdants de la libéralisation et de la privatisation, des oligarques ont été sanctionnés et emprisonnés. Malgré un coup de peinture rouge, les racines profondes du régime de Poutine sont profondément anticommunistes. Elles se basent sur une conception impériale du pouvoir, d'un homme omnipotent puissant, d'une discipline rigoureuse et morale, et – faisant son retour – un panslavisme teinté de chauvinisme grand-russe. Le choc du 11 septembre et l'élection de Vladimir Poutine sont les deux événements qui mettent fin à dix ans de pax americana. La démonstration de la vulnérabilité des USA, leur enlèvement dans des conflits asymétriques insolubles sont autant de facteurs qui ont brisé un mythe. Cela a démontré à la face du Monde que les Etats-Unis, tout en restant la plus grande puissance militaire mondiale, ne disposent pour autant pas ou plus des moyens leur permettant de répondre aux problématiques géopolitiques de l'heure actuelle.

L'INCERTITUDE STRATÉGIQUE ACTUELLE.

Plusieurs facteurs tendent, à l'heure actuelle, à favoriser la montée d'autres acteurs, qui, sans remettre en cause, pour le moment, la supériorité US, remettent en cause sa suprématie et son hégémonie. La crise de la dette, qui touche également l'occident en général, mais aussi le Japon, contribue à ralentir l'économie de ces pays, voir même à la contracter. L'émergence progressive de nouveaux acteurs économiques internationaux, notamment autour des BRICS [Brazil, Russia, India, China, South Africa] auxquels s'adjoint de plus en plus souvent l'Indonésie, sans pour autant bousculer la donne, contribuent à polycentrer les flux de capitaux et de marchandises. L'échec et l'annulation de plusieurs programmes, lesquels posent la question de la parité technologique et du maintien de l'avantage des USA sur des complexes militaro-industriels qui deviennent compétitifs et compétents en terme de hautes technologie. L'inflation des coûts, la loi d'Augustine, entre en choc frontal avec des pays qui sont capable de fournir ce que les industriels américains ne parviennent plus à faire, c'est à dire de la technologie fruste mais fiable. Ainsi, les hélicoptères Mi-17 et les fusils Kalachnikov datant de la guerre froide sont une composante essentielle de la capacité militaire du gouvernement afghan, à tel point que c'est ce matériel qui est commandé par les contributeurs américains, au détriment du matériel made in USA. En Syrie, par exemple, les Su-22 et Su-25 des années 80 sont plus rentables d'usage, en conflit chaud, que les F-22 US ou les Rafales de l'Etat Français. La perte d'un Su-22 par l'armée de l'air Russe face à la Turquie n'est pas aussi dure à encaisser que celle d'un F-22. Le matériel Russe est fait pour servir et subir des dommages et des pertes, pas celui des occidentaux. Les programmes F-35 et même de renouvellement de la Navy sont au point mort, ne débouchent pas sur un matériel utilisable, ou ne seront opérationnels qu'après que les potentiels adversaires aient déjà mis au point les contre-mesures. L'apparition des techno-guérillas, ces guérillas utilisant quelques équipements de haute technologie, par exemple des missiles guidés, des systèmes GPS, etc., remet en cause l'invulnérabilité relative de l'aviation et des chars occidentaux sur les terrains d'opération, tandis que — contrairement à la Russie — il n'est pas possible politiquement de payer le coût des pertes humaines. Entre 1991 et la Guerre du Golfe et les opérations militaires actuelles menées par les USA, le ton a changé drastiquement.

IL EST POSSIBLE D'IDENTIFIER GROSSIÈREMENT QUATRE PÉRIODES DIFFÉRENTES.

La période qui s'ouvre avec Ronald Reagan et qui se clôt sur le 11 septembre 2001. C'est une période dans laquelle l'Amérique est vue comme la championne de la Liberté, comme porte-étendard de la civilisation à l'occidentale, en somme c'est l'acmé de sa puissance. Les USA sont une hégémonie sans contestation — avec la fin de l'URSS — ans rival, et chacun se rallie à son flambeau. La Guerre du Golfe est saluée unanimement, les interventions en ex-Yougoslavie ne rencontrent quasiment aucune opposition diplomatique, en somme, c'est le soleil radieux, du moins en façade. Après le 11 septembre, les opérations contre l'Afghanistan et l'Irak soulèvent nettement plus de protestations. L'état Français use même de son veto contre le mandat de l'ONU, que les USA doivent braver pour prendre possession des puits de pétrole Irakien et renforcer ce front laissé en friche depuis la fin de la guerre froide. La grogne accumulée contre les USA au Moyen-Orient joue un rôle. Les USA dépendent d'une Arabie Saoudite qui est leur alliée, mais qui conspire contre eux. Ils ont l'intention, par ces opérations, de démontrer leur force mais aussi de diversifier leurs appro-

visionnements en or noir. L'ère Bush est celle d'une Amérique qui apparaît comme isolée, qui se lance à corps perdu, seule contre tous, contre un Monde qui paraît hostile. La notion très manichéenne d'un « axe du mal » employée par Georges W. Bush indique le fait qu'un axe antiaméricain s'est créé. Déjà, en somme, c'est un aveu de faiblesse.

En 2008, l'intervention militaire en Géorgie — précisément en Ossétie du Sud — par l'armée russe a été un choc mondial. Non uniquement pour cause de l'immixtion de la Fédération de Russie dans les affaires du Caucase, sur lesquelles elle veille jalousement, mais bien par le fait que ce fût le bastion occidental — la Géorgie — qui en paie les frais. Protégée par l'OTAN, couvée par l'UE, la Géorgie n'en a pas moins été abandonnée. Les Russes ont pu faire preuve d'une maîtrise tactique et d'une capacité de balayer d'un revers de la main une armée, certes faible, mais moderne. Une démonstration qui tranche avec le borborygme Tchétchène. La même année, l'élection d'Obama eut lieu. Il s'est adressé à l'étranger, non plus comme le champion incontesté — surtout incontestable — comme le soldat solitaire face au Monde qui l'abandonne, mais, au contraire, comme des USA princiers. Premiers parmi ses pairs. Les USA ont eu un discours beaucoup plus lissé, beaucoup plus poli, cherchant à nouer de nouveau des alliances, cherchant de nouveau à fonder des coalitions. Contrairement à la période précédente, les Etats-Unis ont même été une force modératrice, allant jusqu'à tempérer Israël sur la question de l'Iran, nouant même un accord avec ce dernier. Les soldats US ont, de plus en plus, cédé leur place aux drones, aux assassinats ciblés, lesquels perpétuent les concepts de « frappes chirurgicales » développés dans les années 90/2000. Pourtant, la décapitation des organisations n'ont pas fait reculer les adversaires. La naissance de l'Etat Islamique est révélatrice de ceci. Le no boots in ground des USA ne s'est pas montré probant.

A l'inverse l'art opératif russe, poursuite des méthodes de la Grande Guerre Patriotique, a fait preuve d'une efficacité redoutable en Syrie. Le dossier Syrien est un des points de bascule: en donnant des lignes rouges à ne pas franchir à Damas, tout en n'ayant ni les moyens ni le soutien politique d'appliquer les sanctions, l'administration Obama s'est ridiculisée. Le seconde aveu de faiblesse, le dossier Ukrainien, est pire. Les USA ont, pour la première fois, laissé les pions russes pénétrer en Europe et laissé, sans arbitrer, les frontières changer à leur désavantage. D'une manière générale, la Fédération de Russie et son président ont gagné, durant le mandat d'Obama, une influence considérable et ont comblé partiellement un fossé technologique et tactique entre eux et l'OTAN. Les démonstrations de force du défilé de la victoire de 2015, 70 ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, ont permis de faire l'étal d'un arsenal nouveau.

Que cela fût dans le domaine de l'aviation — T-50 ; Su-35 ; que dans celui des chars — bien que le T-14 Aramata fut présenté un an après, en 2016. Cela ne l'a pas empêché de marquer les esprits pour son architecture novatrice, en rupture totale avec l'organisation interne des chars depuis le FT-17 français. Au prix de pertes faibles, l'intervention en Syrie a servi de démonstrateur aux nouvelles technologies russes. Les tirs de missiles de croisière depuis la Caspienne n'étaient pas anodins. Le but était d'illustrer la performance des missiles Kalibr, conçus expressément pour détruire les groupes aéronavals US. L'intervention de la Russie, et les thématiques pro-russes se sont fait sentir durant la campagne US, mais également dans de nombreux domaines. Le rôle des hackers russes, ayant très bien compris l'utilité de wikileaks, pour attaquer la candidate démocrate, n'est plus à démontrer. Le discours de victoire de Donald Trump tout comme son discours d'investiture, étaient spectaculaires de modération. Un discours qui tranche avec une campagne basée sur la moquerie, la stigmatisation,

l'agressivité. Un discours rassembleur, mais qui n'efface pas les stigmates d'une Amérique divisée. Pour preuve, les manifestations et les affrontements qui prirent place dans un Washington saturé de forces de police. Ce discours tranche avec celui de ses prédécesseurs sur un point essentiel : la place de l'étranger. Donald Trump n'en a fait qu'une mention sporadique. Si les USA indiquent qu'ils poursuivront leurs engagements contractés avec les autres Etats, en revanche ce discours reste américano-américain.

Avant, le président US s'adressait à ses électeurs, à ses administrés, mais également au Monde. Ce n'est quasiment pas le cas aujourd'hui. Lors de sa rencontre avec la CIA, qui avait été une de ces cibles durant la campagne, le nouveau président a tenu un ton tout autre : de nouvelles occasion pour l'Agence de faire du travail, un questionnement sur la possibilité de se saisir directement des puits de pétrole irakiens... Difficile, dans les discours du promoteur des « faits alternatifs » de déterminer ce qui est du domaine du mensonge éhonté, de la communication et ce qui, au contraire, est du domaine du projet politique. Trump et les USA ne peuvent stratégiquement se lier d'amitié avec la Chine ou avec la Russie. Cela serait un renoncement complet à toute leur conception de la géostratégie depuis que les USA sont une puissance industrielle.

Un rapprochement avec Vladimir Poutine ne pourrait être envisageable que dans une tactique d'encercllement de la Chine, tout comme l'ouverture du débat entre Nixon et Mao Zedong était une manière, pour les américains, de pouvoir inquiéter l'URSS brejnévienne sur sa frontière sud. Nous en sommes réduit à des suppositions pour le moment quant à la voie que choisira la nouvelle administration américaine. Une chose demeure certaine, l'opposition entre les USA et les deux puissances continentales que sont la Russie et la Chine demeurera tant que l'impérialisme existera, et avec lui les volonté de domination d'un Etat par un autre. Tant que le Monde sera le terrain de jeu de la bourgeoisie, de facto les tensions, les menaces ou la guerre seront des phénomènes inévitables. A moins de sombrer dans les théories pourries du super-impérialisme de Kautsky ou de certaines branches du trotskisme, il n'existe pas la moindre zone d'ombre quant à ce fait : si Donald Trump peut incarner le repli américain, il ne se fera que par la pression d'une puissance autre, jamais sous la volonté consciente d'un Etat dont les firmes ont des filiales dans quasiment chaque coin du globe.

Depuis la chute de Napoléon face à une Europe coalisée contre son projet d'asservissement du vieux continent, le Royaume-Uni et les Etats-Unis d'Amérique ont été les seuls Etat qui ont pu, et qui peuvent, prétendre au titre de puissance hégémonique. Des concurrents ont surgi, l'Allemagne, le Japon militariste, ou d'une manière idéologique l'URSS et le camp socialiste. Pourtant, ces Etats n'ont pas réussi à remettre en cause cette primauté, cette hégémonie de ces puissances. [...]



Une brochure de l'*Unité Communiste de Lyon*
Pour plus d'informations : Unitecommuniste.fr